

28 janvier 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Donald Tusk, Premier ministre de la République de Pologne, sur les relations franco-polonaises et sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 28 janvier 2013.

LE PRÉSIDENT : « J'ai reçu cet après-midi le Premier ministre de Pologne, Donald TUSK. Il m'avait lui-même reçu lors de la visite d'État que j'avais faite au mois de novembre à Varsovie. Nous sommes en plein accord sur l'ensemble des sujets, que ce soient nos relations bilatérales, l'avenir de l'Europe et son budget, ou les questions internationales et notamment ce qui se produit au Mali, où la France joue un rôle décisif.

D'abord, sur nos relations bilatérales. Nous avons défini au mois de novembre un certain nombre d'objectifs que ce soit sur le plan culturel ou sur le plan économique. Les visites de chefs d'entreprises se sont multipliées. Nous avons des projets aussi bien en matière d'énergie qu'en matière de défense.

À cet égard, nous sommes très attachés la Pologne et la France à ce que l'Europe de la défense puisse être renforcée. Nous aurons d'ailleurs, au mois de mars, une réunion importante en Pologne où nous aborderons l'Europe de la défense ainsi que, plus largement, l'avenir de l'Europe avec notamment ce que l'on appelle le groupe de Weimar.

Nous avons aussi évoqué la zone euro. La Pologne est disposée à nous rejoindre et c'est elle qui déterminera son propre calendrier. Elle est donc pleinement associée aux réunions que nous tenons pour approfondir l'Union économique et monétaire. Nous nous satisfaisons de la stabilité qui est revenue sur les marchés, de la tenue de l'euro qui atteint des niveaux d'ailleurs très importants qui témoignent bien de ce qui s'est produit depuis plusieurs mois : le retour des investisseurs.

Nous avons comme volonté aussi de mieux coordonner les politiques économiques, de soutenir la croissance et de faire en sorte qu'il puisse y avoir également des instruments nouveaux qui pourraient dans le cadre de cet approfondissement économique améliorer notre compétitivité.

Nous avons aussi comme volonté d'avoir un budget européen qui permette de préserver la Politique Agricole Commune à laquelle la Pologne est attachée comme la France et des fonds de cohésion qui sont un budget d'investissement. Nous souhaitons donc qu'un compromis puisse être trouvé sur ces bases au mois de février entre les chefs d'État et de gouvernement.

Enfin, sur le Mali, je répondrai à vos questions, si vous m'interrogez, par rapport aux opérations en cours. Mais je veux remercier le Premier ministre polonais qui m'a confirmé ce que je savais déjà : la Pologne est en plein soutien de ce que nous faisons au nom de la communauté internationale. Elle aura à prendre un certain nombre de décisions, dans les jours qui viennent, pour matérialiser plus concrètement encore ce concours à la force internationale et à l'idée que nous nous faisons du retour, le plus vite possible, à l'intégrité territoriale du Mali.

Je veux, une fois encore, saluer le bon niveau de la coopération entre la France et la Pologne et l'excellence de la relation personnelle que nous avons Donald et moi ».

LE PREMIER MINISTRE : « Merci beaucoup M. le Président. Nous nous retrouvons aujourd'hui à

Paris comme deux hommes politiques qui représentent des Etats qui sont liés par d'excellentes relations. C'est une tradition mais je dois dire que, dans ces derniers mois, notre coopération est particulièrement intense. Elle témoigne d'une excellente compréhension de nos intérêts réciproques aussi bien aux plans mondial, européen que bilatéral.

Ce n'est pas un truisme typique pour ce genre d'occasion ! Nous avons défini nos priorités pour le débat européen et pour le débat budgétaire. Il s'est avéré que la France et la Pologne agissent ensemble pour obtenir un budget réaliste mais élevé dans la mesure du possible. Nous voyons dans la politique agricole et dans la politique de cohésion de bons mécanismes pour pouvoir agir contre la crise dans de nombreuses parties de l'Europe. Le budget européen se traduit directement en emplois nouveaux pour les jeunes. A l'horizon des 8/10 ans à venir, les projets financiers européens décideront de la situation sur le marché de l'emploi en Europe.

Les deux parties connaissent des débats sur le budget commun. Nous espérons que la discussion finale lors de la réunion au mois de février à Bruxelles permettra de maintenir un niveau relativement élevé pour la politique de cohésion et pour la Politique Agricole Commune. Des changements éventuels puisque nous allons tous chercher à faire des compromis ne devraient pas chercher à se faire aux dépens de la politique de cohésion, ni aux dépens de la Politique Agricole Commune. La Pologne et la France ont la même position là-dessus.

La Pologne, depuis le début et de manière tout à fait claire, soutient la France dans sa mission responsable au Mali. Nous n'avons aucun doute sur cette intervention et la stabilité dans cette région. Il n'y a pas que la France qui est responsable la France a réalisé la partie la plus difficile de la mission mais également toute l'Union européenne. Lors de la réunion du gouvernement polonais qui se tiendra demain, nous allons adopter la décision sur la participation de militaires polonais dans le cadre de la mission de formation de l'armée malienne. Nous envisageons également j'espère et suis sûr qu'il y aura une décision positive pour assurer le soutien organisationnel et logistique.

Le besoin de participer directement à l'intervention militaire ne se présente pas pour les soldats polonais. Mais la Pologne, tout comme les autres pays, doit soutenir la France aussi bien aujourd'hui que dans l'avenir pour assurer la stabilité de cette région.

Je exprime également ma satisfaction pour l'activité élevée de la France en faveur de la future politique de défense européenne. La France participera, dans une mesure plus importante que d'autres Etats, à nos manœuvres qui engagent beaucoup de moyens et de soldats. La France est notre partenaire principal dans ce projet. Au mois de mars en Pologne il y aura un sommet spécial avec la participation du Président français et la Chancelière allemande qui sera consacré à l'avenir de l'Europe et à nos actions communes pour l'Europe de la défense. Je reste persuadé que ceci restera une réunion charnière, fidèle à l'engagement d'une grande importance du Président français.

La situation dans la zone euro pour des Etats tels que la Pologne qui y aspirent est plus confortable, entre autre grâce à la position de M. le Président Hollande : je parle ici de l'ouverture aux Etats-candidats des débats et du travail concernant les nouvelles institutions, le futur de la zone euro. Le fait de travailler sur la base du Traité budgétaire permet à des Etats tels que la Pologne de se sentir des acteurs de plein-droit de la communauté, même si notre chemin vers la monnaie commune prendra encore un peu de temps.

J'ai déjà transmis l'information à M. le Président que conformément à nos annonces de cet hiver, le Parlement polonais devrait adopter pas seulement avec les voix de la coalition qui est au gouvernement le Traité budgétaire qui terminera une étape importante et difficile dans notre voie vers cette communauté.

Merci beaucoup, une fois de plus, de cet accueil chaleureux et d'avoir confirmé que nos relations se situent à un niveau exceptionnel aujourd'hui ».

QUESTION : « L'Union européenne est-elle toujours un club de gentlemen où l'on peut parler de respect et de loyauté ? Ensuite, quelles sont les conséquences pour le ministère de la Justice de l'échec de la loi sur le Pacs en Pologne ».

LE PREMIER MINISTRE : « Le partenariat entre la France et la Pologne n'a pas besoin d'être qualifié en termes de loyauté. Le partenariat qui existe est aussi fidèle dans la politique

évaluée en terme de loyauté. J'ai le sentiment qui n'est pas aussi fréquent dans la politique européenne que depuis deux mois ce que nous convenons entre nous le Président Hollande et moi-même concernant l'agenda européen soit fermement respecté par les deux parties. Dans les travaux bilatéraux également, notre coopération a pris une dimension bien concrète : si nous avons convenu de choses, nous les réalisons et pour moi c'est un fondement très fort pour les actions à venir.

Maintenant, tout le monde restera-t-il loyal à Bruxelles en février ? Nous verrons sûrement ! Nous sommes tous étonnés par les interventions de certains hommes politiques européens. Mais je crois que le travail gigantesque réalisé par les leaders aujourd'hui pour arriver à un compromis qui nous apportera le budget a déjà certains effets : entre autre l'engagement du Président français dans ce compromis pour qu'il soit vivable pour tous les acteurs. Je me réjouis de voir que la Pologne prend part à cette coopération.

En ce qui concerne le problème du PACS, je ne vais pas m'exprimer sur la situation française. En Pologne le PACS, aussi bien dans la vie que dans la politique, nécessite une loyauté. J'attendrai cette loyauté entière de la part de mes collaborateurs ».

LE PRESIDENT : « Je ne peux répondre que sur la partie franco-polonaise. Notre loyauté n'est pas en cause, parce que c'est notre amitié qui l'emporte sur toute autre considération. Il est vrai que nous avons sur les principaux dossiers une convergence de vue qui fait que les relations entre nos deux pays sont à un niveau excellent. La meilleure preuve est que le 8 mai j'ai invité le Président KOMOROWSKI pour les cérémonies ici à Paris, que le 9 mai il y aura un sommet de ce que l'on appelle le groupe de Weimar et qu'enfin à l'automne nous aurons des consultations inter-gouvernementales - donc entre Donald et Jean-Marc AYRAULT

Pour le reste, nous travaillons ensemble sur deux enjeux budget européen, Union économique et monétaire avec des positions qui sont communes même si nous ne sommes pas dans la même situation pour l'Union économique et monétaire puisque la Pologne n'est pas encore dans la zone euro. Mais elle a les mêmes préoccupations que nous, c'est-à-dire en faire une zone de stabilité et de croissance ».

QUESTION : « M. le Président, ma question concerne l'intervention au Mali. Les comptes rendus de l'opération militaire donnent l'impression que la reprise de Gao et des abords de Tombouctou s'est effectuée avec peu de résistance face à l'armée française. L'armée française a-t-elle vraiment trouvé des combattants face à elle ? Quels types de combats a-t-elle menés ? Ma deuxième question, si vous le permettez, quelle est maintenant sa mission : s'agit-il d'aller au-delà de Tombouctou au nord du Mali ? Et au-delà de cela même de capturer, comme vous l'avez indiqué il y a 15 jours, les chefs des groupes terroristes pour les « détruire » selon votre expression ? Combien de temps tout cela va-t-il durer ? »

LE PRESIDENT : « Alors d'abord je veux saluer le courage et l'efficacité des soldats français qui sont dans cette opération au Mali. En peu de jours, ils ont été capables d'arrêter les offensives terroristes, d'infliger des pertes sérieuses par la voie aérienne, et d'obtenir non sans mal, avec l'armée malienne, la reconquête des principales villes, notamment Gao et Tombouctou. Il s'agissait de manœuvres extrêmement difficiles qui devaient normalement veiller non seulement à battre les terroristes, mais à préserver les populations civiles. J'avais donné comme instruction de tout faire avec les autorités maliennes et les forces armées africaines. Ce qui a été scrupuleusement respecté.

Notre intervention a donc été non seulement décisive pour arrêter les terroristes, mais a permis de déclencher une solidarité de toute l'Afrique, à travers ce que l'on appelle la MISMA et de protéger les populations civiles de toutes les exactions. La meilleure preuve, c'est que les images que les télévisions peuvent renvoyer lors de la libération des villes, sont des images de liesse pour l'accueil de nos soldats et de l'armée malienne.

Nous veillons aussi à ce que les contingents africains puissent maintenant se déployer pour prendre le relais de l'armée malienne et de l'armée française lorsque nous aurons suffisamment sécurisé le territoire.

Qu'avons-nous à faire ? Arrêter l'offensive terroriste, c'est fait. Reconquérir des villes avec l'armée malienne et les forces africaines, nous sommes en cours de réalisation de cette opération. En

revanche, le nord Mali est encore sous le contrôle des terroristes. Ce sont donc les Africains, comme je l'avais indiqué, qui feront en sorte de permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale.

Je veux saluer toutes les aides, tous les concours qui nous sont apportés, encore aujourd'hui par le Premier Ministre polonais. Ce sont des aides de toute nature : formations, aides humanitaires, aides matérielles, aides militaires et notamment formations et encadrements des forces maliennes.

La France n'a pas vocation à rester au Mali, elle n'a fait cette opération que sur la demande expresse du Président malien et dans le cadre de la charte Nations Unies. En revanche notre devoir, c'est de faire en sorte que nous puissions permettre aux forces africaines de donner au Mali, une stabilité durable, au-delà-même de l'intégrité territoriale qui doit être effectivement obtenue. Enfin permettez-moi de continuer à avoir une pensée pour nos otages et de tout faire pour leur libération ».

QUESTION : « Pour l'instant nous parlons de choses peu précises : formations, aides logistiques De quoi la France a besoin exactement au Mali ? M. le Premier ministre, quel est-ce que la Pologne peut proposer précisément ? Combien de soldats, pour la formation des forces maliennes, quelle aide logistique est-elle possible ? Deuxième question : est-ce que c'est un manque de loyauté, le ministre GOVIN à la Diète ? C'est déjà déloyal ou c'est encore loyal ? Quelles conséquences possibles vous prévoyez M. le Premier ministre ?

LE PRÉSIDENT : « Je ne répondrai toujours qu'à la première question. De quoi la France a-t-elle besoin ? Elle a besoin d'un soutien politique, il a été prodigué dès le départ. Elle a besoin de forces africaines mobilisées sur le terrain, c'est fait. Elle a besoin de l'Europe pour encadrer, former l'armée malienne. Les Africains eux-mêmes et le Mali ont besoin d'un soutien financier : cela va être le sens de la conférence des donateurs qui se tiendra demain à Addis-Abeba. Et enfin, nous avons besoin de la durée, pour qu'il puisse y avoir, par les Africains, la stabilité du Mali. Je fais confiance à la communauté internationale pour nous donner son accord pour la suite des opérations.

LE PREMIER MINISTRE : « Lors de la réunion du gouvernement, nous allons préparer la décision que nous allons soumettre à l'approbation de M. le Président, concernant la participation de nos formateurs dans le cadre de la mission de formation européenne. C'est le bon moment pour réitérer notre entier soutien politique qui est entièrement volontaire.

Ce n'est pas un geste de solidarité par rapport à notre allié, ceci vient de notre conviction profonde après analyse de la situation sur le continent africain en entier, en particulier en ce qui concerne l'Afrique du nord. La stabilité de cette région est dans l'intérêt de l'Europe et de tout le monde. La France ne peut pas être seule dans cet effort, puisqu'elle a accepté la charge la plus importante dans une affaire qui est mondiale qui ne résulte pas des intérêts d'un seul Etat.

Si le besoin se présente en ce qui concerne l'armement, si la Pologne peut aider au niveau du matériel, nous sommes à disposition. C'est le Ministre de la Défense qui va discuter des détails. Nous sommes en mesure de réagir rapidement pour certains détails de notre côté, il n'y aura pas de retard en ce qui concerne cette aide.

Pour l'avenir, M. HOLLANDE l'a mentionné lors de notre réunion, ce qui se passe aujourd'hui n'est pas le plus gros défi au Mali. L'expérience de nombreux coins du monde nous montre que le défi réel, c'est ce qui arrive après les attaques et la bataille c'est le maintien de la stabilité et l'apport de toute la communauté internationale dans la formation pour préparer les Etats africains à assurer le gouvernement légal au Mali sera très important. Là, je reste convaincu que l'Union européenne et la communauté internationale devront soutenir la France dans cette perspective stratégique.

Je ne peux pas me prononcer sur ce qui concerne la situation en Pologne. Je ne souhaite pas prendre trop de temps à notre très cher hôte. Le gouvernement est une relation de partenariat en quelque sorte qui nécessite la loyauté réciproque ».

QUESTION : « Est-ce que les soldats français vont poursuivre les djihadistes jusque dans les montagnes ? Quand considèrerez-vous que la mission des forces françaises est accomplie ? »

LE PRESIDENT : « D'abord, je veux revenir sur ce que disait le Premier ministre polonais. Nous avons eu le soutien de tous nos partenaires avec des niveaux différents d'implication. Mais de la part de nos amis britanniques ou de nos alliés américains, des avions nous ont été prêtés pour le transport et pour le ravitaillement. Tout cela a contribué au succès des opérations car nous sommes en train de gagner cette bataille. Quand je dis « nous », c'est l'armée malienne, ce sont les Africains soutenus par les Français.

J'en arrive à votre question. Nous, nous sommes là pour accompagner. Là nous avons été amenés à prendre une place importante dans le dispositif parce qu'il y avait urgence, parce qu'il y avait nécessité, parce qu'il y avait péril, parce qu'il y avait menace. Maintenant les Africains peuvent prendre le relais et ce sont eux qui iront dans la partie du Nord. Nous savons quelle est la plus difficile puisque les terroristes y sont cachés et qu'ils peuvent encore mener des opérations extrêmement dangereuses pour les pays voisins et le Mali.

Ensuite, une fois que l'intégrité territoriale aura été retrouvée, les Français ne seront là que pour encadrer et former. Notre dispositif se déploiera différemment, c'est à dire que de la même manière nous sommes montés en puissance rapidement, nous reviendrons vers les bases de départ.

Nous avons aussi à tout faire pour que les autorités légitimes du Mali puissent engager un processus de démocratisation encore plus avancé avec l'organisation d'élections. Cela est la responsabilité du Mali et nous veillons à ce qu'ils puissent le Gouvernement et le président de la République organiser ces élections dans les délais qui seront les meilleurs, ce qui suppose le retour à l'intégrité territoriale ».